

## SESSION D'ÉVALUATION DES CONTRATS DE PERFORMANCE

## Le secteur de l'agriculture plus attractif

**Les principaux acteurs du monde agricole ont procédé, hier, à l'évaluation des contrats de performance. Rachid Benaïssa, qui a présidé cette session, a estimé que le secteur de l'agriculture est devenu réellement attractif.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a tenu, hier, en son siège, la 11<sup>e</sup> session d'évaluation trimestrielle des contrats de performance.

Ces contrats, signés par les acteurs de l'ensemble des filières du secteur, entrent dans le cadre de la politique de renouveau rural lancée officiellement en 2009. Selon Rachid Benaïssa, les indicateurs économiques reflètent un «dynamisme réel».

Le ministre a notamment cité le cas de la filière céréalicole qui parvient à se maintenir malgré une baisse de la production estimée à 7%. «Ce résultat est loin d'être négatif car la baisse de production est due

essentiellement à la sécheresse qui a frappé les wilayas de l'Ouest. Les pertes auraient été plus importantes si les céréaliculteurs n'avaient pas utilisé l'irrigation d'appoint. Sans le recours à cette technique, les pertes auraient été plus importantes», a précisé le ministre. A ce titre, il a tenu à rappeler que les superficies irriguées grâce à cette technique sont passées de 2 000 à 100 000 hectares en l'espace de deux années.

Sur un plan global, le secteur de l'agriculture a connu une hausse sensible du taux de croissance au cours de l'année 2011 : 10,3% en termes de volume et 6% en termes de valeur. «Ces indices démontrent que le secteur de l'agriculture est



Satisfecit de Benaïssa.

devenu très attractif. Aujourd'hui, les acteurs sont rassurés car l'Etat a réussi à mettre en place un climat de

confiance. Le règlement de la problématique du foncier agricole et les mécanismes de soutien financiers et

de régulation ont grandement participé à l'instauration de ce climat. Aujourd'hui, les agriculteurs et les éleveurs sont rassurés car ils ont plus de visibilité.

J'estime qu'ils sont prêts à relever de nombreux challenges.» Interrogé sur le devenir de la politique de renouveau agricole et rural, Rachid Benaïssa a précisé que cette dernière était appelée s'inscrire dans le temps, même s'il devait quitter le poste de ministre de l'Agriculture.

«Cette politique est le fruit d'un long processus qui s'est construit de bas en haut et qui a été officialisé lors de la conférence nationale de Biskra. De nombreux acteurs et institutions sont impliqués directement dans cette initiative. Cela signifie donc que nous sommes dans une politique durable», a affirmé Rachid Benaïssa.

T. H.

## NOUREDDINE BOUTARFA À LA CHAÎNE III

## Un statut fiscal mis en place pour le groupe Sonelgaz

**Un statut fiscal spécifique sera mis en place pour le groupe Sonelgaz, définitaire en raison des investissements lancés. Selon Noureddine Boutarfa, l'autonomie de la région du Sud-Est en moyens de production d'électricité a été décidée.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le P-dg de la holding Sonelgaz présentera aujourd'hui, quoique tardivement, le bilan 2010 du groupe. Néanmoins, Noureddine Boutarfa ne s'est pas empêché, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, d'y faire allusion.

Certes, Sonelgaz a, en 2010, dégagé des résultats consolidés de 11,4 milliards de dinars mais affiche cependant un important déficit de l'ordre de 40 milliards de dinars pour un chiffre d'affaires de 168 milliards de dinars. Un déficit qui découle, selon le manager de Sonelgaz, des programmes d'investissements, à hauteur de 240 milliards de dinars, lancés principalement par les sociétés-métiers du groupe sur des emprunts.

Ce qui crée des déséquilibres au niveau de la fiscalité, notamment la TVA. Toutefois,

Nouredine Boutarfa semble optimiste dans la mesure où les ressources financières sont disponibles, l'Etat soutient l'entreprise et «jusqu'à présent a tenu ses engagements» et que le Trésor couvre les investissements «sans risque de rupture».

Cela même si la question se pose en termes de poursuite du soutien ou de hausse des tarifs puisque le consommateur devra, à un moment donné, «mettre les mains à la poche». Or, le fait que l'Etat, «pour une question de politique sociale, ne veuille pas toucher aux tarifs, (cela) ne doit pas se traduire sur le fonctionnement de l'entreprise», dira Noureddine Boutarfa, respectueux au demeurant de la décision. Et d'autant, selon ce dernier, que Sonelgaz doit, aussi, augmenter sa masse salariale.

Dans ce contexte, Noureddine Boutarfa indique que les pouvoirs publics ont retenu l'option de la mise en place d'un statut fiscal spécifique pour le groupe Sonelgaz.

Ce dossier «avance bien», dira-t-il, puisque ce statut permet d'aider les entreprises dont les investissements dépassent les revenus, à travers des mécanismes qui permettent de «ne pas trop pénaliser» la trésorerie courante et le remboursement immédiat en matière de TVA.

Auparavant, le P-dg de Sonelgaz avait assuré que la région du Sud-Est, où les travaux de maintenance ont dépassé les délais prévus, «n'a pas frôlé le black-out» et la situation remise en ordre. A ce propos, Noureddine Boutarfa évoque une offre immédiate et supplémentaire de 200 mw à El Oued et à Hassi Messaoud et la réalisation d'un injecteur de 400 kw à Biskra, en attendant la réalisation de deux centrales à Hassi R'mel et Hassi Messaoud, d'une capacité globale de 1 000 mw et permettant de «rééquilibrer» cette région. En fait, indique le manager de Sonelgaz, la décision a été prise de «rendre autonome cette région en moyens de produc-

tion», avec des connexions «d'appui» avec la région du nord, voulue également autonome. Et dans la mesure où le groupe entend maintenir l'équilibre consommation-production, avec l'entrée en production de la centrale de Terga à Aïn Témouchent (1 200 mw) d'ici la fin 2011 et renforcer les capacités de réserve.

A propos du projet solaire Desertec, Noureddine Boutarfa a notamment réitéré le fait que le marché national est ouvert et qu'il ne s'agit pas de privilégier quiconque mais de développer une production ainsi qu'une consommation algériennes du renouvelable.

C. B.

## AFFAIRE DE LA CESSIION DES LOGEMENTS DE FONCTION

## Sonelgaz réfute la polémique

L'opération de cession partielle des logements de fonction à leurs occupants, souhaitée par Sonelgaz, n'a pu aboutir en raison du refus des pouvoirs publics. C'est ce que Noureddine Boutarfa rappelle en clarifiant que son entreprise a proposé aux occupants de se mettre en conformité et de conserver ces logements par le biais de contrats de location, mais en vain. Voire, le responsable de Sonelgaz affirme qu'aucune menace d'expulsion n'a été formulée, même pour les occupants de bungalows destinés à être détruits. Pour autant, Sonelgaz réfute toute polémique qui «n'a pas lieu d'exister» et «répond à d'autres objectifs», observe Noureddine Boutarfa.

C. B.

## APRÈS LA MISE HORS SERVICE DE DEUX SIMULATEURS DU CPMC

## La détresse des cancéreux

**Pour subir une séance de radiothérapie au centre Pierre-et-Marie-Curie du CHU Mustapha-Pacha d'Alger, il faut attendre mai 2012. C'est que les malades demandeurs d'une telle prestation étaient déjà renvoyés à des dates éloignées et, plus grave encore, les deux simulateurs dont dispose la structure – appareils utilisés pour repérer les endroits à traiter chez les cancéreux, afin justement d'admettre de nouveaux malades –, sont hors de service depuis le 6 octobre dernier. Hier au service de radiothérapie, c'était plutôt le «va mourir loin de moi !»...**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - 11 h à peine passées, des ouvriers s'affairaient dans la salle mitoyenne du bureau d'enregistrement du service de radiothérapie. Une partie du service est encore en chantier, depuis le début de l'été dernier. Dans l'autre partie rénovée, où l'on reçoit les malades, une affiche signée par le professeur M'Hammed Afiane, chef du service, saute aux yeux. Partout où on tourne la tête – c'est à l'intention du personnel médical –, on peut lire : «Note de service : Le service de radiothérapie est saturé. Les rendez-vous sont très éloignés (plus de six mois) et tout rendez-vous rapproché ne peut se faire qu'au détriment d'un autre patient, ce qui serait injuste et, donc, inacceptable».

A l'intérieur du service comme à l'extérieur d'ailleurs où il est configuré une deuxième salle d'attente, les malades prennent leur mal en patience. Ce n'est pas le rush, mais certains malades, fatigués d'une longue attente, sont allongés à même les bancs.

«Je suis venue aujourd'hui et on m'a donné rendez-vous pour cet après-midi», indique une malade à qui nous avons demandé quand elle avait pris rendez-vous.

- Comme ça, personne n'est intervenu pour vous aider, pas de piston ?

- «Non, pourvu que votre médecin vous envoie ici et vous écrive un bout de papier et ils vous admettent», réplique-t-elle.

Ce n'est surtout pas le cas, une fois au bureau d'enregistrement. «Ils sont dépourvus de tout humanisme !», peste un sexagénaire qui tenait le dossier de son épouse «hémorragique» à la main et attendait une «réponse». «Je l'ai laissée dans l'automobile, au parking avec les enfants car elle ne peut rester assise pendant longtemps. Elle est cancéreuse et souffre d'une hémorragie depuis jeudi déjà. Comme ils ne travaillent pas le week-end, je devais l'emmener aujourd'hui. Mais, comme ça, elle va mourir», pleure-t-il.

## Des pannes récurrentes et des soins ajournés

Le chef du service, le professeur Afiane, étant absent pour cause de congrès en France, c'est le surveillant médical chef, M. Lemouchi, qui nous a rejoint. Il a avancé que les deux simulateurs dont dispose le service, devenus «vétustes», ont été mis hors de service depuis jeudi 6 octobre et que les deux appareils neufs devant les remplacer vont être installés «au plus tard» le 2 novembre pro-

chain, soit dans trois semaines. La reprise par les journaux de la mise hors de service des deux appareils l'avait en tout cas marqué. «C'est parce que Mustapha-Pacha reçoit des malades de toute les régions du pays, de l'Est, de l'Ouest, du Grand Sud en plus de ceux du Centre qu'à chaque fois qu'une machine tombe en panne, on en fait un scandale», dit-il en nous montrant un journal.

Il reçoit ainsi un coup de fil. Le DG du CHU lui a demandé de lui fournir le nombre des malades traités dans le service durant les mois d'août et juillet derniers. Respectivement, 2 537 et 2 657, soit une moyenne d'environ une centaine de malades par jour. Et d'enchaîner : «Le service de radiothérapie du CHU de Constantine qui est à l'arrêt depuis longtemps déjà et personne n'en parle.» La préposée au bureau d'enregistrement tape maintenant à la porte et l'interrompt : «Venez voir avec ce monsieur. Apparemment, il y aura beaucoup de bagarre aujourd'hui. Je ne sais quoi lui dire.» Il la fait patienter un petit moment. Le temps de signer le bon de livraison pour le technicien dépêché par MSA pour réparer une panne affectant un autre appareil. Et comment vous allez faire pour les cas graves ? «Ils sont admis au service des urgences, sinon pour les gens du Centre, nous essaierons de les réorienter à Blida. Pour les autres, allez le demander à l'Etat. Nous, nous prodiguons des soins dans la mesure de nos moyens», répond-il. A la salle d'attente, puisque l'arrêt des simulateurs n'implique pas la suspension de tous les soins mais seulement l'admission de nouveaux malades qui devront attendre le mois de mai 2012, les malades échangeaient

des «amabilités». «Des pistonnés sont passés avant les gens qui sont venus tôt le matin, en premier», dénonce un jeune cancéreux qui indique que les pannes sont récurrentes pour tous les appareils du service et à chaque fois, les séances de soins sont ajournées. Des séances qu'on ne récupère même pas, selon une dame accompagnant son époux. «On ne sait si le problème réside dans les appareils ou le personnel médical et pourquoi on nous fait attendre pendant des heures pour des soins de quelques minutes», s'interroge-t-il.

Notons, enfin, qu'il n'existe que cinq services de radiothérapie, répartis sur les quatre coins du pays : Alger, Blida, Constantine, Oran et Ouargla. Des structures où doivent se soigner des dizaines de milliers de malades.

L. H.

Communiqué  
d'AVO 88

A l'occasion du 23<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement populaire, Octobre 1988, l'Association des victimes ainsi que les familles des victimes d'Octobre 1988 informent la population qui se reconnaît dans ce mouvement qu'une gerbe de fleurs sera déposée aujourd'hui, le 10 octobre 2011 à midi, au niveau du lycée Emir-Abdelkader en face de la DGSN. A cette occasion, une «Fatiha» sera lue et à cette occasion on invite Monsieur le directeur général de la Sûreté nationale, (DGSN), à prendre part à cette cérémonie.